ARRETE DU MAIRE

2023.00072

Direction **Ressources Humaines**
Nature **Désignation**
Objet **Désignation des représentants du personnel au sein du Comité Social Territorial - Arrêté modificatif**

Notification le	
Signature, le cas échéant	

VISAS

Le Maire de la Ville de Saint-Étienne,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du conseil municipal du 23 mai 2022 fixant à 10 le nombre de représentants titulaires au sein du comité social territorial,

Vu le procès-verbal du 8 décembre 2022 répartissant les sièges au comité social territorial entre les organisations syndicales au vu des résultats aux élections des représentants du personnel ;

ARRETE

Article 1

Sont élus en qualité de représentants du personnel au Comité Social Territorial :

Titulaires		Suppléants	
M. Sylvain VALLA	CGT	Mme Fatima MAHI	CGT
Mme Christelle JOURJON	CGT	M. Sébastien BUISSON	CGT
M. Frédéric PETIOT	CGT	Mme Estelle ROCHETAIN	CGT
Mme Sylvia SOWA-VEROT	CGT	M. Selim MESTOUL	CGT
M. Mustapha BELGUERRI	CGT	Mme Aurélia VIRLA	CGT
Mme Annick MOREL	CGT	M. Christophe THOMOLLARI	CGT
M. Laurent THALHEIMER	CGT	Mme Marie-Claire LABATE	CGT
Mme Odile BESSET	FO	M. Laurent PERROT	FO
M. Christophe OUDIN	FO	Mme Nabila HEDROUG	FO
Mme Christine VALLAS	CFTC	Mme Christine BORREGO	CFTC

Article 2

Cette désignation est assurée sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

Article 3

M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet lorsque les formalités de dépôt en préfecture et de publication auront été réalisées.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la ville de Saint-Étienne dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lyon, dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier – 184 rue Duguesclin 69433 LYON – ou par le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr.

Saint-Étienne, le 15 septembre 2023.

Le Maire,

Gaël PERDRIAU